

CONFRONTATION IDÉOLOGIQUE ET VOILE SUR LES ENJEUX POLITIQUES



©
D.R.

**Par : HAMOU BOUMEDINE
MILITANT DE LA DÉMOCRATIE**

Quand le passé s'invite trop dans le présent, il étouffe sans le dire l'espérance dans l'avenir. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire table rase du passé, mais de considérer que le meilleur service que l'on puisse rendre à la jeunesse, qui est à l'origine, faut-il insister, de ce "big-bang" politique qui s'est produit depuis février 2019, est de nourrir en elle une perspective d'avenir."

Faut-il avoir peur de l'avenir? La question mérite d'être posée en jugeant de ce qui est présenté chaque jour comme inquiétudes et incertitudes à vivre en commun. L'épidémie de la peur avance en corrélation parfaite avec l'épidémie sanitaire. Les démons du passé sont convoqués de nouveau pour alimenter un débat qui n'a jamais vraiment sérieusement commencé, parce qu'étouffé à un moment de notre histoire où il a été considéré, par la majorité des acteurs, par calcul ou par forcing, préférable de donner la chance à la vie qu'à la justice et à la vérité, et tout cela auréolé par une loi amnistiante, adoptée en 1999, que l'on a nommée "concorde civile".

Les antagonismes d'aujourd'hui ne sont, à y réfléchir, que l'expression tardive d'un refoulement collectif sur une tragédie vécue. Mais pas que : comme on est dans une société qui a du mal à dessiner les contours de son avenir possible, le retour au passé participe non pas d'un travail de mémoire, mais il est exploité, le plus

souvent, comme une ressource politique de légitimation et parfois, malheureusement, comme un moyen d'exclusion. La question fondamentale du changement vers la modernité est mise de côté, alors que c'est elle qui doit être au centre du débat.

Quand le passé s'invite trop dans le présent, il étouffe sans le dire l'espérance dans l'avenir. Il ne s'agit pas, bien entendu, de faire table rase du passé, mais de considérer que le meilleur service que l'on puisse rendre à la jeunesse, qui est à l'origine, faut-il insister, de ce "big-bang" politique qui s'est produit depuis février 2019, est de nourrir en elle une perspective d'avenir. Elle a eu le mérite de l'engagement, elle a le droit, aujourd'hui, de faire sa propre expérience historique en se délestant du passif de la classe politique traditionnelle qui s'est embourgeoisée sous les auspices d'un État néopatrimonial. La confrontation idéologique et politique est saine quand elle travaille à la clarification des enjeux en lien direct avec le projet politique sur lequel on veut se projeter pour se libérer de cette régence politique qui n'a que trop duré. Mais quand cette confrontation sert à créer des impossibilités, à semer le doute sur le vivre-ensemble, autant se l'avouer : l'ombre des chars sera toujours sollicitée pour sauver la "république", pour reprendre une expression du journaliste Arezki Aït Larbi.

Il est facile, je le dis tout de suite, de trouver les meilleurs arguments pour s'attaquer aux islamistes, mais si on n'aborde pas la question sérieuse de la place de l'islamisme dans le champ politique, on ne fera que répondre, au mieux, à la satisfaction de notre ego du moment. Parce que, à ne pas en douter, beaucoup de ceux qui se sont mis en avant aujourd'hui dans cette confrontation trouveront demain les arguments - comme ils l'ont d'ailleurs fait par le passé - pour participer à des élections auxquelles vont prendre part les islamistes. Il est tout de même incompréhensible et désolant à la fois que ceux qui ont encensé l'expérience tunisienne, il y a quelques mois, feignent d'oublier aujourd'hui que le processus engagé chez notre voisin de l'Est s'est fait aussi avec la participation du parti Ennahdha dont le leader, Rached Ghannouchi, est actuellement président de l'Assemblée tunisienne.

Si on peut affirmer qu'il y a des différences entre ce courant politique et les islamistes algériens, pour des raisons historiques et culturelles, personne ne peut nier qu'ils font tous partie de la même matrice idéologique et que ceux-ci caressent tous le rêve de l'installation d'une république islamique. Donc, d'un point de vue à la fois éthique et politique, il est impératif que les démocrates clarifient leur position vis-à-vis de l'islamisme et ne pas mettre de manière circonstancielle le problème idéologique au premier plan quand cela les arrange et de trouver les accommodements nécessaires quand les ambitions personnelles viennent à remonter en surface. Comme on ne peut pas évacuer la question de savoir s'il est possible de venir à bout du système autoritaire militarisé en se permettant présentement une fracture du mouvement populaire. À ce sujet, il est bien utile, pour ne pas s'égarer dans des polémiques inutiles, de revenir à ce qui relève maintenant d'un ensemble de principes qu'une branche des sciences politiques, la "transitologie", utilise comme des outils de travail. Car, sauf à s'y méprendre, ce que nous vivons a certainement quelque chose de particulier, mais il faut l'inscrire dans un mouvement plus large, celui du passage des sociétés - généralement des pays du Sud - d'un système autoritaire ou dictatorial vers un système démocratique.

Parmi ces principes, nous pouvons retenir trois qui sont essentiels : la recherche du consensus le plus large dans l'opposition sur les modalités d'organisation et de la conduite de la transition, la protection et le renforcement de la participation effective de la société civile dans la décision et, en dernier lieu, assurer leurs droits collectifs à toutes les minorités, qu'elles soient de nature politique, culturelle ou culturelle. Mais revenir à une confrontation dans les mêmes formes qui a eu lieu entre "éradicateurs" et "réconciliateurs" dans les années 1990 me paraît pour le moins inadapté et décalé sur les attentes citoyennes, car si on peut analyser le mouvement de février, le Hirak, c'est d'abord comme un dépassement intelligent de ce clivage ayant fait le "bonheur" d'un pouvoir qui s'est placé tantôt comme le rempart contre l'hydre intégriste et tantôt comme le gardien du temple du conservatisme face "aux assauts" des laïcs. Le Hirak, par sa nature et son expression, marque une rupture fondamentale dans l'exercice politique en Algérie, ce qui lui a valu un émerveillement et des encouragements à travers le monde.

Certaines personnalités à l'étranger sont allées jusqu'à suggérer le décernement du prix Nobel de la paix au peuple algérien, quand d'autres ont considéré que ce qui s'est produit en Algérie inaugure une nouvelle forme de contestation des peuples face aux régimes autoritaires. Quelles que soient les réserves que l'on peut émettre sur la conduite de ce mouvement, si ces réserves n'expriment pas des attentes, alors celles-ci sont objectivement déterminées par un nihilisme passif. Le mouvement de Février a réussi à mettre le combat pour la citoyenneté sur la bonne orbite ; il s'agit, alors, de l'accompagner et de le renforcer pour que sa trajectoire suive la voie de l'émancipation et de la libération des peuples des diktats des pouvoirs autoritaires.

Pour répondre à ceux qui agitent le spectre de l'intégrisme, il faut remarquer que jamais un mouvement populaire d'envergure nationale n'a mis en difficulté le courant islamiste dans ses fondements que le mouvement de Février : la nature des slogans, la présence de la femme dans les marches et dans l'expression publique grâce aux réseaux sociaux, l'implication des universitaires qui ont réussi à imposer des catégories de pensée qui font appel aux sciences humaines et non aux recettes toutes faites de l'idéologie islamiste, la réappropriation de l'histoire et le remplacement des véritables acteurs de la Révolution comme des mythes fondateurs de la nation, au grand dam des réseaux puérils activés par le système sous l'étendard aussi fallacieux que ridicule de "Badissia Novembria".

En tous points de vue, pour rafraîchir la mémoire de certaines personnes, il y a une forme de résonance des slogans de la marche des démocrates le 10 mai 1990 à Alger qui a lancé le mot d'ordre de "L'Algérie libre et démocratique". La révolution de Février, parce que c'est une révolution de la citoyenneté, a permis aux Algérien(ne)s de se retrouver dans une identité nationale, certes balbutiante et inachevée, mais complètement éloignée et détachée de la conception religieuse de la *ouma el islamiya* qui est, elle, transnationale. Même les intolérances dans les expressions linguistiques ont disparu, permettant ainsi aux différents acteurs de s'exprimer dans la langue de leur choix, avec en prime la réhabilitation de l'arabe algérien dans le débat public.

Est-ce pour autant justifié de dire qu'il n'y a pas de risque islamiste aujourd'hui ? Non et non ! Mais il y a un risque plus grand que tout le monde doit garder, à mon sens, à l'esprit : le retrait des démocrates des luttes populaires mettra, de facto, les islamistes dans une confrontation directe avec le système. Stratégiquement, c'est tomber dans une nouvelle bipolarisation mortifère en transférant le potentiel politique radical qui existe dans la société aux mains des islamistes, alors que ces derniers ne sont pas, le moins que l'on puisse dire, au sommet de leur gloire. Et la crise économique et sociale, conjuguée aux conséquences de l'épidémie de Covid-19, n'est pas faite pour arranger les choses : le caractère pacifique du mouvement populaire risque d'être remis en cause parce qu'il sera objectivement impossible de contenir les colères des couches défavorisées face à la dégradation inéluctable des conditions de vie. La confrontation avec les islamistes doit porter sur les vraies questions liées à la transition démocratique pour, d'abord, recentrer sur le débat et s'assurer, ensuite, que toutes parties ne viennent pas à remettre en cause les principes politiques qui ont été portés dans le Hirak.

Puisque c'est le sujet qui fait l'actualité ces derniers jours, il est inefficace, voire contreproductif, de vilipender le mouvement Rachad, en réveillant les vieilles images de Abassi Madani ou de Ali Benhadj, car, sans juger des intentions, peut-on raisonnablement convaincre la nouvelle génération, qui n'a jamais connu le FIS et le terrorisme, que le discours actuel de son porte-parole, Larbi Zitout, est dans le même sillage de ceux qui appelaient ouvertement : "Pas de loi, pas de constitution, il n'y a que la parole de Dieu et de son prophète qui comptent" ? Ne vaut-il pas mieux relever que dans son discours et son programme il n'y a aucune référence à la démocratie, aucune clarification sur le statut de la femme, aucun engagement sur le respect de la liberté de conscience, aucun positionnement clair sur le pluralisme culturel et linguistique ?

N'est-il pas le premier à avoir appelé à ne pas exhiber le drapeau amazigh dans les manifestations, avant que certaines personnalités de la région de Kabylie, en particulier Ahmed Aït Bachir sur BRTV et Malika Baraka dans Le Matin d'Algérie, ne viennent à donner l'alerte ? Pour gagner la bataille de l'opinion, il faut traiter des sujets liés à l'actualité en apportant sa propre vision en accord avec les valeurs de la démocratie et de la modernité, car il est de la première importance de ne pas oublier que la première faute politique qu'il faut éviter est de

mettre son adversaire en position victimaire et de lui permettre de reprendre à son compte les idées de tolérance et d'acceptation de l'autre, comme tente de le faire passer, de plus en plus dans ses messages, Mourad Dhina.

En parlant de transition démocratique, on ne peut évacuer, cependant, les enjeux géopolitiques. Et, dans ce cadre, on ne peut qu'être d'accord avec tous ceux qui s'interrogent sur les liens étroits qui existent entre le mouvement Rachad et la nouvelle doctrine diplomatique de la Turquie, qui ambitionne de retrouver sa zone d'influence dans tout l'espace occupé par l'ancien Empire ottoman. La promptitude de Zitout à dénoncer les exactions commises par l'Arabie Saoudite au Yémen contraste lourdement avec son silence sur les crimes de guerre commis par l'armée d'Erdogan sur les Kurdes en Syrie.

Quand, par exemple, la question de la transition a été engagée pour la première fois dans le débat, nous n'avons pas manqué d'apporter notre vision en essayant de replacer cette problématique dans le contexte que nous considérons le plus approprié, à savoir celui d'une nation multiculturelle en suivant les exemples dans le monde où s'est posé à la fois le problème de la démocratisation de l'État et celui de l'intégration de la diversité ethnoculturelle, à l'exemple de l'Espagne en Europe, de la Bolivie en Amérique latine, etc. Comme nous l'avons soutenu, le changement de système passe aussi par la refondation de l'État-Nation, qui doit non seulement reconnaître la diversité culturelle, mais aussi communautaire de l'Algérie, et cela passe nécessairement par la reconnaissance des autonomies régionales ou, si nous voulons aller plus dans la décentralisation, adopter un système fédéral.

La Kabylie, qui a subi les pires attaques du pouvoir et de ses relais, doit avoir son statut politique particulier pour en finir avec cette stigmatisation qui l'a toujours placée comme l'ennemi de l'intérieur. L'approche multiculturaliste permet aussi d'appréhender sereinement la différence du rapport que l'on a vis-à-vis de l'islamisme politique et même culturel, selon que l'on est en Kabylie ou dans le reste du pays.

Car, à moins de se voiler la face, la conception laïcisante de l'État, si on peut soutenir qu'elle est admise en Kabylie, elle est minoritaire ailleurs. Il suffit de revenir à la grande polémique sur la "basmala" qui a marqué le passage de l'ex-ministre de l'Éducation Mme Benghebrit pour s'en convaincre. Les seuls vrais soutiens qu'elle a eus ne sont-ils pas venus exclusivement des milieux de l'enseignement en Kabylie ? De plus, il est grand temps d'explorer d'autres conceptions que la conception française de la laïcité qui est fortement imprégnée du jacobinisme, idéologie réfractaire à toute forme de particularisme qui viendrait légitimer un ordre moral en dehors de l'idéal républicain. Sans, évidemment, aller jusqu'à remettre en cause la neutralité de l'État sur la diversité religieuse et philosophique et le respect de la liberté de conscience, on ne peut pas imaginer dans l'état actuel de la société musulmane, dans un contexte marqué de surcroît par un choc de civilisations, une rupture de l'État avec la religion dans la même nature que celle qui a séparé l'Église de l'État français.

La pensée musulmane moderne, dans l'acceptation que lui donne Mohamed Arkoun, a beaucoup de chemin à parcourir et beaucoup d'espaces à conquérir pour faire "sortir" la religion de l'espace public pour la confiner dans la sphère strictement privée. "Sortie de la religion ne signifie pas sortie de la croyance religieuse, mais sortie d'un monde où la religion est structurante, où elle commande la forme politique des sociétés et où elle définit l'économie du lien social", comme l'explique Marcel Gauchet (*La Religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité*. Ed. Gallimard).

S'il ne s'agit pas d'abandonner un modèle pour en adopter un autre, il est d'un grand intérêt de s'enquérir de la conception anglo-saxonne où c'est le concept de sécularisation qui domine. En effet si les concepts de sécularisation et la laïcité visent un même but général, "il ne faut pas confondre, comme le précisent Jocelyn Maclure et Charles Taylor, la laïcisation d'un régime politique et la sécularisation d'une société (...). On peut dire que la laïcisation est le processus à la faveur duquel l'État affirme son indépendance par rapport à la religion, alors que l'une des composantes de la sécularisation est l'érosion de l'influence de la religion dans les pratiques

sociales et dans la conduite de la vie individuelle. Si la laïcisation est un processus politique qui s'inscrit dans le droit positif, la sécularisation est plutôt un phénomène sociologique qui s'incarne dans les conceptions du monde et les modes de vie des personnes" (Laïcité et Liberté de conscience, éd. Boréal).

Sans prétention d'épuiser le débat, il est d'un grand intérêt de saisir ces nuances pour comprendre les capacités de la société algérienne à s'engager dans la modernité politique et culturelle. Le mouvement populaire de février, en mettant de côté les questions idéologiques, a surtout essayé de trouver un consensus politique pour sauvegarder le cadre unitaire de l'action, en se basant sur le postulat, qui n'est pas faux, que l'on ne peut pas venir à bout d'un système autoritaire sans une large adhésion populaire, d'autant qu'il n'y a aucune force politique organisée à même de jouer ce rôle.

Mais peut-on continuer à "marcher" sans savoir où l'on va ? Le slogan "Yetnahaw gaâ" peut-il à lui seul résumer un projet politique ou un avenir pour une nation ?

N'est-il pas faire dans le populisme que de nier la diversité qui traverse la société algérienne ? N'est-il pas le moment d'engager le débat sur les deux grandes questions suivantes : comment réussir la transition démocratique pour démanteler et se débarrasser du système autoritaire et comment réussir le vivre-ensemble afin de permettre à toutes les composantes de la société de vivre dans un État de droit, mais aussi dans un État qui assure, en restant neutre, la liberté d'expression et d'existence de toutes les conceptions de vie, qu'elles soient d'inspiration religieuse ou séculière ?

Il faut prendre le pari que l'enjeu est passible d'atteinte car, sinon, que nous restera-t-il sauf à épiloguer, chacun de son côté, sur les raisons de notre échec collectif. La confrontation idéologique, aussi nécessaire qu'elle puisse être, ne doit pas jeter le voile sur les enjeux politiques. La démocratie, ce sont des principes, certes, mais c'est aussi une interaction avec les réalités sociales pour espérer pouvoir les changer. Car, pour autant qu'on puisse se donner la peine de le défendre, un principe politique n'a de validité et de portée que s'il trouve une articulation féconde dans les relations humaines.